Patrick Martin à RTL : "Il serait grand temps que le génie français s'exprime positivement"

Publié le 31 janvier 2025

Invité de RTL matin le 30 janvier, Patrick Martin a exprimé les inquiétudes des chefs d'entreprise et la colère qui monte dans leurs rangs face au projet de budget qui vise à taxer plus fortement les entreprises. Il a également appelé le gouvernement à engager sans tarder des réformes structurelles afin de préserver la croissance et la compétitivité de notre pays et il a insisté sur le besoin de confiance.

Sur les inquiétudes et la colère des chefs d'entreprise

"*Les adhérents du Medef, c'est 200 000 entreprises, plus de 10 millions de salariés. L'incompréhension tourne désormais à la colère. (...) Tout cela n'est pas sans conséquences, ce ne sont pas des humeurs. Ça se traduit dans des comportements d'achat,(...) Il y a une rationalité économique. Nous, les entrepreneurs, sommes là pour faire de la croissance, pour investir, pour innover, pour embaucher. Quand les conditions sont aussi divergentes entre la France, les Etats-Unis, on comprend que certains puissent vouloir partir... (...) Je ne les incite pas à le faire, mais quand vous avez un pays qui a de la croissance, qui a des conditions attractives en termes de prix de l'énergie, en termes de fiscalité, vous y allez, c'est normal. Mais, je suis viscéralement patriote.*"

Sur la réalité de la situation économique

"*Au mois d'août, j'ai tiré le signal d'alarme en disant, on va être en récession au quatrième trimestre. L'emploi va se dégrader. La classe politique, dans son immense majorité, n'a rien entendu. Ils ne risquent pas d'entendre, ils n'écoutent même pas. C'est encore plus vrai aujourd'hui. On a des débats politiques totalement hors sol. Que nos politiques regardent ce qui va se passer en Allemagne. Les socialistes allemands viennent de produire un programme économique en perspective des législatives qui est un programme intégralement tourné vers la compétitivité et l'attractivité.*"

Sur la nécessité de vraies réformes structurelles

"*On veut de vraies réformes structurelles. La limite du raisonnement c'est qu'il y a une équation politique insoluble et insolvable. Le projet de loi de finances et de finances de la sécurité sociale se laisse embarquer vers nos vieux démons. Il faut des réformes de structure.*"

Sur les efforts demandés aux entreprises

"*Regardez la répartition de l'effort. Il y a 13 milliards à la charge des entreprises. 13 milliards. D'autres catégories sont beaucoup plus épargnées. (...) Il y a des coups de rabot qui sont donnés sur la dépense publique. Il n'en demeure pas moins que la dépense publique va augmenter cette année. C'est une baisse de l'augmentation, ce ne sont pas des économies. (...) On a besoin d'un Etat fort. On a besoin d'un Etat efficace. Mais on a besoin d'un Etat frugal parce que la variable d'ajustement en ce moment c'est l'économie.*"

Sur l'emploi

"*Il y a un risque avéré de replonger dans le chômage de masse. Puisqu'on a déjà une baisse de la croissance. Il y a urgence à ce que nos décideurs politiques se ressaisissent et comprennent ce qui se passe à travers le monde. La*

France n'est pas une île de prospérité dans un océan déchaîné ; c'est exactement l'inverse. Donc je sais qu'on est tous très intelligents. Il y a une forme de génie français. Il serait grand temps que ce génie s'exprime positivement."

Sur le besoin de confiance

"Il y a un impôt de production qui est supposément supprimé depuis 2023. Les impôts de production sont une aberration économique. Même des économistes totalement indépendants du Medef le disent. Eh bien, ça fait quatre fois que l'État renie sa parole. Or, nous avons besoin de confiance. Les agents économiques, d'une manière générale, les ménages, qui non seulement achètent des produits étrangers, mais sur-épargnent en ce moment, les entreprises elles-mêmes. Comment faire confiance aux pouvoirs publics si, année après année, ils renient leurs promesses ? (...) On nous dit, il faut passer ces étapes et après on attaque des réformes structurelles. Mais, je ne vois pas très bien avec quelle majorité on va pouvoir attaquer des réformes structurelles."

Sur notre système de protection sociale

"*Nous allons faire des propositions, notamment sur le financement de la protection sociale. Nous sommes favorables à une TVA sociale, mais cela fait partie de ces nombreux tabous dans le débat public, alors qu'en off, beaucoup, savent que c'est la solution. (...) Les partenaires sociaux sont lucides sur le diagnostic. Je rappelle que le 17 décembre, on a commis une déclaration commune pour alerter les politiques sur la gravité de la situation économique et par voie de conséquences sur la situation sociale, et les appeler à la responsabilité. J'ai peur qu'on ait un peu prêché dans le désert.*"

Sur la réforme des retraites

"*La réforme n'avancera que si les règles sont mieux définies. Moi, je ne veux pas de cette espèce de pot commun entre les retraites privées et publiques, parce que, je vois venir le coup. On va retenter ce qui a été tenté il y a deux ans et que j'avais empêché, c'est-à-dire la ponction sur le privé. Il y a des déficits massifs des retraites publiques ; il y a des excédents des retraites complémentaires privées. Donc, on veut nous faire travailler sur ce pot commun. No way ! Ce serait la double peine, on paie déjà des impôts. Les retraites publiques nous concernent en tant que contribuables. Mais si, en plus, il faut détourner les cotisations des entreprises – 60% des salariés et 40% du privé – non, il n'en est pas question. (...) Nous, on ne vit pas pour défendre la réforme des retraites. On vit pour faire tourner l'économie. Il se trouve que c'est une composante essentielle de la stabilité financière du pays et de la confiance que nous accordent nos créanciers. 54 % de la dette, de l'énorme dette publique française, est détenue par des créanciers étrangers. On est sous surveillance, il faut quand même l'avoir en tête.*"

>> Revoir l'interview sur le site de RTL